

Proposition présentée par les députés :
M^{mes} et MM. Anne Emery-Torracinta, Loly Bolay, Alain Charbonnier, Laurence Fehlmann Rielle, Véronique Pürro, Françoise Schenk-Gottret, Pablo Garcia, Roger Deneys, Geneviève Guinand Maitre, Virginie Keller, Lydia Schneider Hausser et Alain Etienne

Date de dépôt : 16 mars 2009

Proposition de motion en faveur des parents d'enfants gravement malades

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant :

- l'extrême difficulté qu'ont les parents d'enfants gravement malades à concilier l'accompagnement de leur enfant atteint dans sa santé avec leur activité professionnelle ;
- les lacunes de notre système législatif et juridique qui rend leur droit au salaire incertain, variable et limité dans le temps en cas d'empêchement de travailler ;
- le dilemme des parents concernés qui doivent choisir entre l'accompagnement de leur enfant malade ou leur activité professionnelle, ces derniers privilégiant généralement l'accompagnement de leur enfant ;
- qu'aux soucis de santé des enfants grandement malade qu'il est nécessaire de surmonter s'ajoutent les soucis financiers notamment pour les classes moyenne et défavorisée,

invite le Conseil d'Etat

- à prendre des mesures concrètes en faveur des employé-e-s de la fonction publique dont un enfant est gravement malade (flexibilité des horaires, congé rémunéré de longue durée, etc.) selon des critères déterminés et transparents et dans le respect du statut de la fonction publique ;

- à encourager les entreprises à mettre en œuvre des mesures analogues ;
- à examiner la possibilité de créer une assurance cantonale spécifique couvrant le manque à gagner en cas de diminution du temps de travail pour s'occuper d'un enfant gravement malade et en imaginant son mode de financement.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames et
Messieurs les députés,

Dans notre pays, les parents n'ont que trois jours de congé pour garder leur enfant malade, en vertu de l'article 36, alinéa 3, de la loi sur le travail. Un laps de temps qui, s'il peut suffire pour une angine, s'avère dramatiquement trop court en cas de maladie plus grave, par exemple le cancer, qui se soigne sur un ou deux ans. Au-delà de ce délai de trois jours, les employés peuvent invoquer un « empêchement de travailler » (selon l'article 324a du CO), mais leur droit au salaire est incertain, variable et limité dans le temps. Il dépend aussi fréquemment du bon vouloir de l'employeur, qui ferme parfois les yeux sur la cause réelle de l'absence de son employé obligé de se prétendre lui-même malade pour s'occuper de son enfant...

A Genève, dans de telles circonstances, les employés de la fonction publique et des HUG peuvent bénéficier de quinze jours par année (article 33 du B 5 05 01), le personnel enseignant de trois semaines (article 28 du B 5 10 04). Si l'Etat employeur se montre ainsi plus généreux que la législation fédérale, c'est toutefois très insuffisant en cas de maladie grave et durable d'un enfant.

Résultat : les parents d'enfants gravement malades ou accidentés doivent « bricoler » pour concilier exigences économiques et disponibilité familiale. Tôt ou tard, ils font face à un terrible dilemme : délaisser leur enfant en danger de mort ou travailler.

Dans ce cas, ceux qui le peuvent privilégient ou réduisent, voire abandonnent leur activité professionnelle. Ils le font avec le risque de voir s'additionner au prix de la souffrance, de sérieux soucis financiers car souvent un seul revenu ne suffit plus à faire vivre une famille. Par exemple, il est nécessaire de tenir compte de l'augmentation des dépenses en cas de maladie grave tels que les frais de trajets vers l'hôpital, les repas pris sur place, la participation aux dépenses de médicaments et de traitements – entendu aussi ceux qui ne sont pas remboursés par les caisses –, le petit matériel de soin, sans oublier les frais de garde des autres enfants, s'il y en a.

Cette situation est d'autant plus difficile pour les familles des classes moyenne et défavorisée. De surcroît, dans le contexte démographique qui est le nôtre – augmentation du nombre de couples biactifs, de familles

monoparentales, de grands-parents actifs, etc. – les difficultés à concilier travail et famille en cas de coup dur deviennent souvent insurmontables.

Il faut savoir que de nombreux pays d'Europe offrent la possibilité, pour l'un ou l'autre parent d'un enfant gravement atteint dans sa santé, de prendre un congé rémunéré d'une durée suffisante. Ainsi, la France permet aux parents d'enfants gravement malades, handicapés ou accidentés, de prendre jusqu'à quatorze mois de congé. Assurés de garder leur emploi, ces parents reçoivent de l'Etat une allocation de présence parentale pouvant aller jusqu'à 1000 euros par mois. Quant à la Suède, elle octroie aux parents 120 jours de congé par enfant malade et par année, payés à 80% du salaire. Ce ne sont là que deux exemples, parmi les plus généreux, des nombreuses variantes existantes.

Au-delà de l'empathie personnelle, il est un enjeu collectif au soutien des parents confrontés à ces situations extrêmes : un tel congé permet d'assurer le maintien ou le retour sur le marché de l'emploi des femmes, dont notre économie a grand besoin. La présence des parents auprès de leur enfant peut influencer positivement sur l'évolution de la maladie et réduire la durée d'hospitalisation qui contribue aussi à contenir l'explosion des coûts de la santé (ils ont augmenté de 4,3% en 2008 !). La présence active des parents auprès de leur enfant gravement malade constitue donc un service à la collectivité. Partant, il est inadmissible que les parents concernés ne trouvent, s'ils en trouvent, qu'un soutien auprès d'associations privées souvent débordées.

Dans la mesure où, pour l'instant, les autorités fédérales ne semblent pas vouloir combler cette grave lacune de notre système d'assurance sociale, il importe d'agir déjà au niveau cantonal. Au même titre que notre canton a été pionnier en matière d'assurance maternité, il peut l'être également dans ce domaine !

C'est pourquoi cette motion demande au Conseil d'Etat d'agir à un triple niveau :

- en tant qu'employeur, en proposant des solutions pour le personnel de la fonction publique ;
- en incitant les entreprises à faire de même ;
- en examinant la possibilité de créer une assurance cantonale spécifique et en imaginant son mode de financement.

Nous vous remercions, en conséquence, de lui réserver un bon accueil afin de contribuer à combler une lacune importante dans notre système de sécurité sociale, comme l'ont déjà fait de nombreux pays d'Europe, en prenant des mesures concrètes permettant de venir en aide aux parents d'enfants gravement malades.